

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

DÉMOGRAPHIE -EMPLOI ET DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

Avant-propos

Après les avoir ignorées durant des décennies, les organismes internationaux, les aides bilatérales, les Instituts de Recherche, les Ongs, etc., se repaissent aujourd'hui du « *développement des petites exploitations familiales* ». Ils multiplient les études et adoptent des discours paupéristes (cf. la dernière grand-messe de la FAO¹), mais, comme à l'accoutumée, ils ne proposent rien de concret pour le permettre. De fait, personne ne semble y croire réellement². Même les États de l'Afrique subsaharienne, angoissés par leur urbanisation exponentielle et la montée du chômage, s'occupent de moins en moins de leur monde rural.

I Démographie / formation professionnelle: un tandem trompeur !

Jusqu'en 1985, le **substrat humain** était considéré en Afrique subsaharienne comme un vivier inépuisable dans lequel on pouvait puiser les candidats aux différents centres, instituts et écoles préparant essentiellement à l'intégration dans la fonction publique et, accessoirement, au secteur privé. Cette démarche élitiste, soutenue par toutes les aides extérieures, a contribué à multiplier les exclus. De fait, la très grande majorité de chaque cohorte d'enfants scolarisables était laissée aux apprentissages informels (sans aucun appui de l'État) pour se préparer à leur insertion professionnelle. Cette logique binaire, « formel-informel », fut ébranlée par la faillite des États (années 80) qui durent arrêter la fonctionnarisation systématique des diplômés, voire licencier une partie de leur personnel.

Privé de ses débouchés historiques, le dispositif formel dut trouver des alternatives pour ne plus être de simples antichambres de l'Administration et du secteur formel. Dans ce cadre, il découvrit le peu de poids de l'emploi formel (entre 5 et 15 % selon les pays) par rapport aux emplois et autoemplois de l'informel, notamment rural (de 60 à 90 % des emplois/autoemplois selon les pays). Sur la base de ces chiffres, les défenseurs de la formation professionnelle essayèrent en vain d'obtenir l'appui des sources de financement (nationales et extérieures). Ultérieurement, ils étayèrent leurs démonstrations, sans plus de succès, par l'ajout de projections démographiques.

L'expérience de l'élaboration des « *Stratégies nationales de formation agricole et rurale* » (SNFAR), conduite entre 1985 et 2005 sur financement BM - Trust Fund coopération française, est significative des limites de ces approches. Construites selon une logique « **demande potentielle** » (projections démographiques, structure de l'emploi et autoemploi) et « **offre de formation** » (dispositif en place), elles ont conduit à une impasse malgré l'implacabilité de leur démonstration et la montée exponentielle du chômage. Ses promoteurs, trop confiants en leur démonstration, ont sous-estimé les dimensions sociale et politique de leur thématique. De fait, ils ont insuffisamment associé les décideurs nationaux à leur

¹ Sommet mondial sur la sécurité alimentaire (16-18 novembre 2009).

² Au sommet mondial sur la sécurité alimentaire précité, il n'y avait qu'un représentant du G7 : le Président Berlusconi, présent pour éviter une convocation au tribunal.

démarche. Ces derniers, pris sous l'avalanche des propositions de la BM et du FMI, ne s'engagèrent pas dans la voie de la réforme proposée, malgré l'intérêt suscité par la démonstration démographique. Par ailleurs, les bailleurs de fonds, ayant d'autres priorités, préférèrent attendre les résultats du programme test des CMR de Côte d'Ivoire³.

Avec le départ brutal de son « manager » à la BM et les dérapages du projet CMR, le produit fut mis sous le boisseau au cours d'une phase cruciale pour son développement. Cette démarche a toutefois permis d'opposer une alternative à la « *stratégie du substrat* », en introduisant la *prise en compte des effectifs des cohortes*, jusqu'alors totalement ignorés.

II Un trépied incontournable : Démographie-capital humain-emplois !

Ces premières démarches ignoraient totalement les performances des systèmes nationaux d'enseignement général, notamment des cycles primaires, et procédaient toujours selon la logique du « *substrat humain* ». Il fallut attendre les années 2000 pour que soient pris en compte leurs performances et impacts sur la constitution du capital humain national⁴ dans la recherche de solutions congruentes avec les réalités. Par exemple, dans la quasi-totalité des pays de l'Afrique subsaharienne, la grande majorité des jeunes générations n'arrivait pas en sixième, et l'effectif entrant au second cycle du secondaire représentait souvent moins de 10 %, voire moins de 5 %, de la cohorte. Ignorant cette réalité, les partisans de l'installation d'« *agriculteurs modernes* » recrutèrent des candidats post-BEPC qui ne s'installèrent jamais durablement, car les candidats de ce niveau, représentant déjà une « *certaine élite* », n'avaient pas la moindre envie de s'installer « *Paysan* ». Dans la réalité, la grande masse des nouveaux exploitants agricoles ne pouvait être que de niveau primaire - post primaire.

L'inscription de l'**éducation primaire pour tous**, parmi les huit objectifs⁵ du millénaire du développement (OMD) retenus par les États membres de l'ONU en septembre 2000, a marqué une profonde évolution dans l'approche de la question éducative. De fait, elle permit de cadrer l'éducation primaire, non plus à l'aune des ressources financières disponibles, mais en fonction de la totalité des effectifs des cohortes d'âges pertinents. Désormais, l'ensemble des États du monde devait coordonner leurs efforts pour permettre la réalisation de cet objectif. Bien que jugé « *abusivement concurrentiel* » par les autres programmes éducatifs, cet objectif introduisit indirectement le raisonnement en termes de « *développement du capital humain national* » et non plus de « *substrat* ». De fait, cette démarche déboucha sur la perception des futures cohortes à insérer dans la vie professionnelle comme un « **dividende démographique** »⁶, et non un redoutable « *handicap* », porteur d'explosion sociale comme de nombreux écrits et discours le sous-entendaient plus ou moins explicitement.

³ Centre des métiers ruraux, programme expérimental de formation professionnelle agricole et rurale cofinancé par le FAC et la GTZ, et suivi par la BM

⁴ **Capital humain** : Ensemble des connaissances, qualifications, compétences et autres qualités que possèdent les individus d'un groupe ou d'un secteur économique donné. L'investissement dans le capital humain s'inscrit dans un ensemble diversifié de dispositifs de formation allant de l'éducation préscolaire à l'apprentissage informel en entreprise, en passant par les formations formelles (professionnelle, technique, générale ou supérieure), diplômantes ou non, et fait intervenir des acteurs multiples au nombre desquels les publics potentiels de la formation, les apprenants, les entreprises, les employeurs en général, les pouvoirs publics, les enseignants et formateurs. Ce concept économique permet de traduire la valeur attribuée aux connaissances, qualifications et compétences dans lesquelles un État, ou une organisation investit pour accroître les capacités productives d'un groupe donné (Source : Glossaire Maragnani - Debouvry)

⁵ Objectifs à atteindre à horizon 2015

⁶ Le **dividende démographique** est généré par la baisse du « *taux de dépendance* » suite à la diminution du poids des « *inactifs jeunes* » et à la stagnation relative de celui des « *inactifs vieux* », avant l'accélération du « *processus de vieillissement* » (prévu au-delà de 2050 en Afrique subsaharienne). Limitée dans le temps, cette

Le développement du capital humain se raisonne en termes de génération, l'emploi/auto emploi dépasse rarement le moyen terme. L'emploi est peu lisible au-delà de cinq ans en secteur formel, et encore moins en secteur informel. En se basant sur ces hypothétiques projections, le risque de retomber dans la « *logique du substrat* » est très réel. Les stratégies du développement du capital humain national et de l'emploi/auto emploi ne fonctionnent pas aux mêmes échéances. Il est nécessaire, pour répondre aux enjeux générés par les contraintes démographiques, de distinguer la **capacité d'adaptation** du capital humain se construisant sur le long terme, de la **préparation à l'emploi** s'acquérant sur le court et moyen terme.

III Un oubli récurrent : l'exploitation agricole !

La question des structures d'exploitation est quasiment toujours passée sous silence dans les grandes déclarations incantatoires de la nomenclature du développement. L'actuel mouvement de reprise de terre de pays sous-développés par des pays riches lui permet de s'indigner en poussant des cris d'orfraie. Mais elle n'a jamais rien fait pour aider les gouvernants à réfléchir à la reproduction élargie des exploitations familiales au travers de leurs capitaux d'exploitation et humain. Résultat, de nombreux gouvernements du « Sud », estimant leur paysannerie « *non développable* », font appel aux agro-industries internationales pour valoriser leurs terres et assurer l'alimentation de leur pays tout en ouvrant, des perspectives d'associations profitables aux bourgeoisies nationales. Dans un tel contexte, la confiscation des terres d'une paysannerie ne remplissant plus ses missions⁷ devient morale, malgré la paupérisation engendrée.

Il n'y a jamais eu de véritables efforts pour développer les petites exploitations agricoles familiales⁸. Les administrations coloniales, puis nationales ne se sont intéressées qu'au développement des denrées d'exportation, génératrices de devises nécessaires aux budgets des États. Certes l'on a tenté d'organiser les producteurs au travers de coopératives tournées vers la mise en marché de ces produits et la fourniture à crédit de leurs intrants, mais sans aucun souci pour le développement des exploitations agricoles. Un tel objectif supposait des stratégies incluant notamment la formation professionnelle des exploitants pour leur permettre de faire le diagnostic de leur exploitation, d'adapter leur système de production, de conduire les productions choisies, et de s'organiser en conséquence.

Je pense que le peu d'intérêt suscité par nos tentatives de développement du capital humain du secteur agricole et rural est lié, outre les motifs exposés dans le premier paragraphe, à cette absence de perspectives concrètes. À quoi bon former les exploitants, si l'on ne raisonne pas en termes de développement des exploitations ? De fait, pour développer les productions il suffit d'une bonne vulgarisation comme l'avait tenté la Banque Mondiale avec ses PNVA⁹ visant à la diffusion de la méthode « Formation-visite », également connue sous le nom de son concepteur « Benor ». Après tout, chacun y trouve son compte. Les structures d'aide conservent leur fonds de commerce, les chercheurs peuvent multiplier les études, les O.ngs

augmentation du poids des « *actifs* » permet d'allouer une plus grande part des ressources à des fins plus productives, si le capital humain a été préparé en conséquence.

⁷ (i) Nourrir les populations urbaines et rurales. (ii) Générer des ressources en devises pour l'État par les produits d'exportation. (iii) Protéger et améliorer les ressources naturelles. (iv) Assurer à ses acteurs un niveau de revenu décent et en progression. (v) Conserver et accroître ses emplois et auto-emplois.

⁸ À l'exception notoire des anciennes sociétés cotonnières.

⁹ Programmes Nationaux de Vulgarisation Agricole.

faire de l'humanitaire, les pays producteurs vendent des produits d'exportation, etc., etc. Seul problème, cette approche, historiquement constituée, conduit à une population rurale paupérisée de plus en plus nombreuse et à des importations exponentielles de produits alimentaires couteux en devises !

IV La visibilité réduite d'un monde en transition ?

Actuellement, après l'avoir ignorée durant des décennies, le monde du développement parle beaucoup de « *Transition démographique* ». Dans la réalité, l'Afrique subsaharienne doit conduire, en peu de temps, de multiples transitions vers une mutation actuellement indéfinie. La grande question est de savoir si elle continuera à les subir, ou si elle les conduira vers des objectifs choisis. De toute évidence, la préparation du capital humain jouera un rôle essentiel dans ces transformations ! La fin de la suprématie des Plans au profit des approches sectorielles préconisées par la Banque Mondiale a beaucoup nui à l'émergence d'une vision commune du présent et du futur. De fait, dans la quasi-totalité des pays, il n'y a pas de véritable vision sociétale prospective. C'est le règne de l'amélioration des indicateurs sectoriels et du court terme en ignorant les grandes mutations en cours.

Face à sa forte croissance démographique et à une concurrence acharnée imposée par la mondialisation, l'Afrique doit simultanément conduire deux transitions majeures, à savoir le passage de :

- une économie agraire traditionnelle (fondée sur un système foncier obsolète et l'exploitation des ressources naturelles sans intrants) à une économie agraire moderne, soucieuse de son environnement dans un contexte de densification croissante.
- une urbanisation débridée sans rapport avec les possibilités d'emplois, à une urbanisation maîtrisée tant en termes d'aménagement que d'activités générant des ressources financières et des emplois suffisants ?

Ce double processus n'a rien à voir avec notre transition européenne des XIXe et XXe siècles qui se particularisait, notamment, par : une accumulation primitive du capital par le commerce international et les tributs de toutes sortes, une croissance démographique beaucoup plus faible, un développement des sciences et technologies autocentré, la maîtrise des transports internationaux, une écrasante supériorité militaire, un capital humain de niveau plus élevé, une maîtrise quasi totale du commerce international, un foncier parcellisé, la possibilité d'envoyer les excédents de populations vers d'autres territoires, une information canalisée, etc.. Notre transition engendrera de multiples théories socio-économiques qui aboutiront aux « *idéologies* » et à deux Guerres mondiales. Le très court XXe siècle (1920-1990), dominé par ces idéologies et les théories raciales, marquera la fin de la suprématie européenne au profit d'un monde bipolaire, et la poursuite, dans un cadre élargi, du processus de laminage des populations rurales entrant progressivement dans l'ère industrielle. Le XXIe siècle — marqué par la révolution informationnelle, la poussée de la population mondiale et l'urbanisation généralisée — nous conduit vers un nouvel ordre mondial de plus en plus centré sur les océans Pacifique et Indien, dont l'Afrique est riveraine.

V Une jeunesse profondément inquiète sur son devenir.

Comme dans les précédentes mutations, l'Afrique est prise dans cette tourmente tout en restant en marge. Son « *très relatif confort postcolonial* » s'est laminé depuis 1980. Aujourd'hui, elle est prise dans un monde multipolaire où le « *Sud* » a imposé entre « *nouveaux pays émergents* » (acquéreurs de matières premières, et vendeurs de biens et

services industriels) et « *les autres*. De manière concomitante, elle voit arriver sur le marché du travail les enfants du boom des années 80. Bon nombre d'entre eux n'ont pas eu accès à l'école et sont d'origine rurale. Les villes explosent sous la pression — non pas d'une révolution agricole aboutissant à la concentration des exploitations et à la demande de biens industriels —, mais de jeunes à la recherche de revenus monétaires, de denrées alimentaires, de biens de consommation importés, de mieux-être, voire de survie tout simplement !

Nombre d'États se délitent et ont perdu la maîtrise d'une partie plus ou moins grande de leur territoire. De nombreuses administrations sont corrompues et dotées de moyens insuffisants. La sécurité alimentaire est de plus en plus précaire, tandis que les marchés sont envahis de biens manufacturés et de denrées alimentaires importés. Alors que bon nombre de jeunes ruraux n'ont pas accès au foncier, des intérêts étrangers viennent acquérir de grandes surfaces pour y développer des activités agricoles, etc. Ces situations ont généré une véritable **désespérance de la jeunesse** qui, ne sachant plus que faire, migre tous azimuts (exode rural, migrations intra et inter sous régionales, expatriation vers des eldorados mythifiés). Cette situation "qualitative" est d'autant plus difficile à cerner que les effectifs concernés sont considérables et hétérogènes. Le nombre des actifs ira en s'accroissant au moins jusqu'en 2050, tandis que de manière concomitante, s'accélérera le processus de vieillissement des campagnes, dans un contexte de raréfaction du foncier et de changements climatiques dans un monde vieillissant en pleine recomposition.

Il est vain de mettre en avant l'actuel poids des emplois/auto emplois du secteur rural en ignorant qu'il est en voie d'appauvrissement par, notamment, la dégradation des structures d'exploitation. De par leur passé, la quasi-totalité des pays raisonne en termes de production, mais ne mentionne quasiment jamais l'évolution des outils de production. Il est totalement illusoire de claironner dans des « *lois d'orientation* » que l'agriculture est un métier, que son exercice nécessite une formation, etc., et de taire la question des structures d'exploitation sous prétexte que la question foncière ne le permet pas¹⁰.

Il n'y aura développement agricole que s'il y a développement des exploitations agricoles au travers de leur capital (foncier, cheptel vif, cheptel mort, verger et capital circulant) par toute une série de mesures relevant des politiques agricoles. Dans un tel contexte, des jeunes ruraux pourraient être intéressés par la transformation *d'unités paysannes* en *exploitations agricoles*. Sinon, elles continueront leur actuel processus de dégradation par morcellement à l'occasion des héritages. Ne pouvant plus répondre aux besoins familiaux des gestionnaires, elles évolueront vers une fonction d' « *unités d'attache* » d'où les actifs/ves partiront chercher des revenus monétaires pour ceux restés aux villages. Puis en fonction des aléas (diminution des revenus envoyés par les migrants, émergence des nouvelles générations nées ailleurs sans attache affective avec le village, etc.), ces unités se démantèleront par revente des parcelles à des tiers, ou disparaîtront par absence de repreneurs¹¹.

VI Poursuivre le développement le capital humain, seule issue réaliste !

¹⁰ Les ordonnateurs de ces lois espéraient générer des synergies comparables à celles des lois dites « de 60 » en France. Outre l'oubli du remarquable travail préliminaire de conception avec les jeunes formés par la JAC, les rédacteurs ont totalement ignoré qu'une bonne partie de ces textes traitait de l'évolution des structures d'exploitation vers des entités « viables et développables ».

¹¹ Certaines régions connaissent des phénomènes de désertification telle la province de l'Est-Cameroun où des villages entiers disparaissent par vieillissement.

L'exode rural est une réalité profonde et, selon les prévisions, la population rurale de chaque pays a atteint ou est en train d'atteindre son apogée. Il est vain de pleurer sur cette situation. Scolarisation ou pas, formation professionnelle ou pas, un effectif croissant de ruraux partira vers les villes ! L'important est d'admettre cette réalité et de l'intégrer dans les stratégies nationales de développement du capital humain, en préparant les futurs migrants à un métier qu'ils pourront exercer en milieu urbain, et les futurs ruraux à un métier qu'ils pourront exercer dans un site de leur choix.

Est-ce que les aides extérieures peuvent influencer sur les incontournables pas de temps de ces évolutions sociétales ? Elles ne pourront avoir un véritable impact en ce domaine que si elles se placent dans le prolongement du programme « *éducation pour tous* »¹². Une fois, les fondamentaux (savoir lire, écrire, compter) acquis au primaire, il faut transmettre aux nouvelles générations alphabétisées des **capacités de compréhension et d'adaptation à un environnement en pleine mutation**. Outre l'acquisition des **savoir-faire**, un tel enseignement devrait donner la priorité au **savoir analyser**¹³ en apprenant à s'informer, à apprendre, à recombinaison, à inventer et expérimenter en utilisant toutes les ressources offertes par les nouvelles technologies informationnelles. L'appui à la réflexion d'un tel programme « *post primaire* », s'inscrivant dans une logique de développement du capital humain, constituerait, au stade actuel, un précieux apport aux dynamiques en cours.

De fait, nos réflexions esquivent le plus souvent la question incontournable en matière de développement agricole : « *Comment développer les petites exportations familiales ?* » Il existe de multiples études analysant les petites exploitations familiales et des milliers de discours incantatoires en vantant leurs vertus. Mais volume ne signifie pas efficacité. Que répondre concrètement à une autorité posant cette question pertinente ?

Une collègue malgache m'a dit récemment que ses discussions avec de jeunes exploitants français en cours d'installation lui avaient permis de comprendre concrètement mes allégations sur la nécessité d'appuyer l'évolution des mentalités des jeunes paysans entrepreneurs, deux concepts qui lui paraissaient abstraits auparavant. Nous¹⁴ raisonnons souvent à partir de nos connaissances de notre monde agricole « *post 1960* », et oublions ce qu'était la petite paysannerie des années 30-50, plus proche à bien des égards des actuels paysans africains. Avec la « *fin des paysans* »¹⁵, le monde agricole a vécu une formidable « *révolution silencieuse* »¹⁶ conduite par la génération JAC qui fit basculer les jeunes ruraux « *subissant l'état de paysan aux perspectives d'exercer le métier d'exploitant agricole* »¹⁷. Ce faisant, nos approches sont faussées par ce **maillon manquant**. Certes, il y a de multiples études sur la paysannerie africaine, mais permettent-elles l'identification du **faisceau de stimuli susceptibles de débloquent la situation**, comme surent le faire les jacistes en négociant les « *lois de 60* » ?

La mise en place de dispositifs nationaux de formation professionnelle agricole et rurale, visant à former la totalité des exploitants en une génération et les professionnels des services

¹² Ses promoteurs initiaux ont argumenté leur démarche par le seul "droit de l'enfant". De ce fait, ils ont insuffisamment valorisé l'éducation en tant que vecteur incontournable de tout développement économique, sociale et démocratique.

¹³ En termes, notamment, de compréhension des évolutions de la « *citoyenneté* » (droits et devoirs), de « *l'environnement socio-économique*, de « *de la biodiversité* », des « *changements climatiques* », etc.

¹⁴ « Nous » : comprendre intervenant français.

¹⁵ cf. Henri MENDRAS : *La fin des paysans*, 1967

¹⁶ cf. Michel Debatisse : *La Révolution silencieuse - Le combat des paysans*, Calmann-Lévy, 1963.

¹⁷ D'après Michel Debatisse, cité au nota 12

d'amont et d'aval, n'est envisageable que dans le cadre de **politique nationale** visant à appuyer l'émergence d'exploitations agricoles viables, transmissibles, développables et vivables¹⁸. Les multiples études précitées contribuent-elles de manière pertinente à l'émergence d'une masse critique de nationaux, notamment de cadres et producteurs/trices, capable d'influer sur l'élaboration de telles stratégies, ou sont-elles destinées à l'usage exclusif de la nomenclature du développement ?

Montpellier le 29 décembre 2009

Pierre Debouvry

¹⁸ **Viable** : capable de faire vivre l'exploitant et sa famille ; **Transmissible** : Sécurité foncière et gestion de la fertilité dans le respect de l'environnement ; **Développable** : capable de dégager un surplus réinvesti dans l'exploitation ; **Vivable** : permettant une vie décente.